

# ISRG Journal of Multidisciplinary Studies (ISRGJMS)



## ISRG PUBLISHERS

Abbreviated Key Title: isrg j. multidiscip. Stud.

ISSN: 2584-0452 (Online)

Journal homepage: <https://isrgpublishers.com/isrgjms/>

Volume – III, Issue - X (October) 2025

Frequency: Monthly



## Perception des facteurs explicatifs des violences électorales lors des compétitions politiques en République Démocratique du Congo.

TUMBA LOKWA Djédjé

Chef de Travaux à la Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques de l'Université de Kindu

| Received: 12.09.2025 | Accepted: 17.09.2025 | Published: 01.10.2025

\*Corresponding author: TUMBA LOKWA Djédjé

Chef de Travaux à la Faculté de Sciences Sociales, Administratives et Politiques de l'Université de Kindu

### Abstract

*La République Démocratique du Congo comme la plupart des pays Africains baigne dans les violences électorales qui la déchirent et hypothèquent son avenir.*

*Cette réflexion axée sur les facteurs explicatifs des violences électorales laisse entrevoir dans une logique d'analyse factorielle que, les violences électorales sont causées par plusieurs facteurs, notamment: les facteurs communs, qui font référence au non-respect de la loi électorale, à l'inadaptation de notre système électoral et/ou de la démocratie importée et au faible niveau de socialisation électorale.*

*Les facteurs liés aux tenants du pouvoir et/ou compétiteurs, ils se résument à l'abus du pouvoir et tendance oligarchique de tenants du pouvoir et la faiblesse et la politisation des forces de défense et de sécurité. En fin d'autres facteurs liés à l'instance organisatrice à savoir la CENI, Ces facteurs se rapportent à la politisation de la centrale électorale par l'oligarchie dominante et au manque de crédibilité et de transparence du processus électoral.*

*Elle conclut que ces facteurs sont cumulatifs et suggère la nécessité d'un nouveau paradigme électoral adapté aux réalités endogènes du pays.*

**Keywords:** *Violences électorales et compétition politique*

## Introduction

La RDC entame la marche de sa troisième République par l'adoption de la Constitution du 18 Février 2006 consacra le pluralisme politique ouvrant la voie à la tenue des élections démocratiques. Depuis lors, la RDC a organisé quatre fois de suite des processus électoraux, soit en 2006, 2011, 2018 et 2023; conduisant ainsi répétitivement aux choix des Gouvernants par les Gouvernés et à la première alternance démocratique au pays.

Toutefois, cet exercice de choix des dirigeants par les dirigés a toujours été émaillé des discordes, mésententes, conflits qui virent à des vives violences et qui sapent parfois la crédibilité et la transparence de ces scrutins.

Il s'observe en effet, en République Démocratique du Congo, comme dans la plupart de pays de l'Afrique subsaharienne, les scénarios des violences électorales, des contestations des résultats et des conflits électoraux qui sont toujours manifestes lors des différentes compétitions électorales.

En RDC, les élections provoquent toujours morts d'Hommes, des arrestations arbitraires, des coups et blessures et ouvrent la voie à la violence politique. La partie orientale de la RDC fait face à la recrudescence des conflits armés justifiés d'une part par les processus électoraux biaisés qui sont catalyseur de ces conflits et hypothèquent l'avenir du pays nonobstant ses innombrables richesses.

Sur cet élan Casimir Ngumbi Kitete fait remarquer que la violence politique vient de faire ses preuves en conférant l'existence politique aux acteurs qui se sont imposés et situés par rapport aux objectifs affichés, peu important les raisons avancées et les dommages causés. (1)

Les processus électoraux biaisés organisés dans le contexte de la démocratie à l'occidentale fragilisent souvent la stabilité politique de la République Démocratique du Congo et soulèvent la problématique de gouvernance politique et du développement de l'Afrique noire.

Plusieurs indicateurs des violences électorales sont observés à chaque compétition politique organisée en RDC, nous citons à titre illustratif : les affrontements physiques, le lancement de jeux des pierres, les arrestations arbitraires, le bourrage d'urnes, l'étouffement des activités politiques de l'opposition, les achats de conscience des électeurs, l'utilisation des biens publics à des fins propagandistes, le manque de financement de tous les partis politiques, la tenue des discours tribalo-ethniques et des chassons de campagne à caractère injurieux et/ou incendiaires, le manque de neutralité de l'administration électorale.

Disons avec Philippe Braud que, dans les régimes démocratiques tout au moins, recourir aux méthodes violentes constitue l'aveu d'un échec ou d'un refus. (2)

<sup>1</sup> C. NGUMBI KITETE WA YUMA, Violence, démocratie et émergence des élites politiques en République Démocratique du Congo. De Laurent Désiré Kabila à Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, L'Harmattan, Paris, 2021, p.16

<sup>2</sup> P. BRAUD, Sociologie politique, 8è Ed. LGDJ, Montchrestien, Paris, 2006, p.425

<sup>3</sup> E. TSHIMANGA BAKADIABABU, la démocratie et ses blocages au Congo-Kinshasa de 1958 à nos jours, Éd. L'Harmattan, Paris, 2004, p. 248

Lorsqu'il y a feu dans la demeure, dixit Evariste Tshimanga Bakadiababu, il doit y avoir toujours un sursaut d'orgueil et une prise de conscience de la gravité de la situation. (3)

Fort de ce constant, il importe de mener des investigations scientifiques qui visent à d'identifier et analyser les facteurs explicatifs de la recrudescence de ces violences qui entachent l'univers électoral congolais en particulier et africain en général.

Tenant compte de la nature de la présente réflexion scientifique relative aux phénomènes conflits, luttes, compétitions, crises et contradictions qui en découlent, nous inscrivons notre débat élitiste qui cherche à déceler les causes profondes des violences électorales en RDC dans une vision du « **matérialisme dialectique** ».

Notre réflexion comporte deux points, à savoir: les fondamentaux théoriques sur les violences électorales ainsi que l'appréhension des facteurs explicatifs des violences électorales en RDC.

### I. Les fondamentaux théoriques sur les violences électorales

#### I.1. Définition

La violence électorale peut être définie comme une sous-catégorie de la violence politique. La violence politique qu'elle soit anticipée, menaçante ou effective-implique la mobilisation par des groupes armés de répertoires d'actions hétérogènes, et ce indépendamment de leurs orientations idéologiques ou de leur rapport à l'État. Ces groupes visent à infliger des dommages matériels, psychologiques et symboliques à des individus et/ou à leurs biens dans le but d'obtenir le soutien ou l'opposition de publics variés à des changements politiques, sociaux et/ou culturels.

Attaque de biens ou de personnes, destruction de bâtiments à l'explosif, usage d'armes à feu, détention d'individus contre leur gré, détournement d'avions ou de navires, assassinat de figures publiques ou encore mort auto-infligée (par immolation ou par explosion) : ces formes radicales, parmi d'autres, de mobilisations protestataires (*contentious politics*) seront alternativement qualifiées de terrorisme ou de résistance « au gré des circonstances et [en fonction] de ceux qui les désignent ». (4)

Tandis que la violence électorale est une stratégie coercitive et délibérée des acteurs politiques, au pouvoir ou de l'opposition, afin de faire prévaloir leurs intérêts politiques ou afin d'atteindre un objectif politique spécifique en relation avec le contexte électoral.

FISCHER ajoute qu'il s'agit de « tout acte ou menace aléatoire ou organisée visant à intimider, atteindre physiquement, faire chanter ou tromper une partie prenante politique afin de déterminer, de retarder ou d'influencer autrement un processus électoral ». (5)

La violence électorale est donc multiforme La violence électorale peut intervenir durant l'ensemble du cycle électoral: dans la phase pré-électorale, la phase électorale (le jour de l'élection), dans la phase post-électorale

<sup>4</sup> L. Bosi., « État des savoirs et pistes de recherche sur la violence politique », Critique internationale 2012, n° 54, p.171-189.

<sup>5</sup> J.Fisher, (2002), "Electoral Conflict and Violence. A Strategy for Study and Prevention", IFES White Paper 2002-01, Washington, International Foundation for Election Systems, p. 4.

## II. Des facteurs explicatifs des violences électorales en RDC

Comme mentionné à l'introduction de cette œuvre scientifique, toutes les compétitions électorales organisées en RDC sous la troisième République ont été émaillées des vives violences ayant secouées l'univers politique congolais au point de déchirer.

Ces violences multiformes sont causées par presque tous les acteurs engagés dans ce processus (qu'il s'agisse de la société politique tout comme de la société civile).

C'est ainsi que dans le cadre de notre réflexion nous nous proposons d'expliquer séparément ces différents facteurs en les regroupant en deux à savoir : les facteurs communs qui prennent en charge ou provoqués par tous les acteurs engagés au processus électoral et les facteurs spécifiques liés notamment à l'instance organisatrice elle-même (la CENI), aux Gouvernants et/ou Compétiteurs et aussi aux Gouvernés et/ou électeurs (la population).

### II. 1 Les facteurs communs

Parlant des facteurs communs, on fait référence à ceux qui sont provoqués par presque tous les acteurs impliqués dans le processus électoral.

Il s'agit notamment:

- le non-respect de la loi électorale,
- l'inadaptation de notre système électoral et/ou de la démocratie importée.

#### II. 1.1 le non-respect de la loi électorale

Le législateur congolais a prévu un référentiel légal devant guider l'ensemble des activités électorales en 2006. Et depuis, la loi N° 06/006 du 09 Mars 2006 portant organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, Municipales et locales s'est vue modifiée autant des fois et cela à chaque cycle électoral, pour l'adapter soit aux rouages de l'évolution de l'univers politique congolais, soit pour répondre aux comportements égocentriques des acteurs politiques et Tenants du pouvoir qui veulent contrôler le fonctionnement des institutions, soit encore pour répondre aux pressions de la communauté internationale, etc.

À lire bien le contenu de cette loi électorale, tout y est prévu pour l'organisation des élections dignes, crédibles, transparentes et apaisées. Mais, l'application de ses dispositions demeure inquiétante. Les violations de cette loi ne cessent d'être déplorées, soit par la CENI elle-même, soit par les Observateurs indépendants et internationaux, soit les compétiteurs ou alors par la société civile, ...

Plusieurs indicateurs sont manifestes et témoignent les différentes violations de la loi électorales par les différentes parties prenantes au processus et créent la violence.

Nous citons à titre illustratif; la problématique de respect du calendrier électoral conformément aux prescrits de la loi, le non-respect de la répartition des sièges, de l'affichage de la cartographie des listes des électeurs, la publication des résultats et l'affichage Bureau de vote par Bureau.

Le plus souvent la publication des résultats électoraux ne respectent pas les prescrits de la loi électorale en ce sens que les résultats électoraux sont parachutés, allusion faites ici aux résultats de 2018 et 2023 sans recourir aux données des centres locaux de compilation

des résultats et l'affichage des résultats bureau de vote par bureau de vote.

Cette situation conduit à des contestations graves avec manifestations violentes, s'en suivent des casses, coups et blessures, des arrestations et répressions par les forces de l'ordre conduisant même à verser le sang des certains manifestants et revendiquant. Les uns réclamant la vérité des urnes.

Il s'observe une perte de confiance dans le processus électoral. Quand la loi électorale n'est pas respectée, cela crée un climat de méfiance parmi les électeurs, les partis politiques et les observateurs. Les irrégularités comme la fraude, la manipulation des listes électorales, ou l'annonce de résultats non conformes suscitent un sentiment d'injustice, qui peut conduire à des manifestations violentes.

Cela engendre des frustrations qui conduisent à la violence. Loin pour nous l'intention de légitimer une rébellion ou agression, tout en condamnant les désirs égocentriques de certains acteurs politiques congolais qui veulent prendre le pouvoir par les moyens non démocratiques, jusqu'à verser le sang de leurs compatriotes. Nous nous faisons le devoir de rappeler ici que l'une des revendications de l'AFC-M23 fait allusion aux processus électoraux 2018 et 2023.

#### II.1.2 l'inadaptation de notre système électoral à une démocratie soumise au model importé (une démocratie du type l'occidental)

Le constituant congolais ayant élaboré la constitution du 18 février 2016 adoptée par le peuple congolais au référendum, portent la responsabilité d'avoir élaborée une constitution éloignée de nos réalités socioculturelles et économiques. Cette constitution est qualifiée par certains acteurs politiques à l'instar du Président TSHISEKEDI une constitution des étrangers<sup>6</sup>.

Il importe de rappeler ici que la démocratie instaurée à la RDC est une démocratie à l'occidentale souvent mal comprise dans ses modalités fonctionnelles. Elle s'inscrit dans une logique impérialiste et de l'ethnocentrisme européen.

Le pluralisme politique qu'elle consacre et sa massification électorale créent du désordre politique avec le cloisonnement des partis politiques souvent sans repère idéologique et ne jouent pas leur rôle de la socialisation électorale portant l'une des missions des partis politiques.

Sur le champ électoral, ces partis politiques alignent toute sorte de candidats qui n'ont pas des repères idéologiques et se lancent dans la violence qu'ils considèrent comme arme du combat politique.

Notons cependant que, les élections organisées sous le format constitutionnel ne cadrent pas avec les réalités culturelles des congolais qui avant l'arrivée de l'homme blanc et du temps des Royaumes et Empires, le Congo s'organisait du point de vue des principautés qui étaient des entités réduites et dont leur fonctionnement s'inspirait beaucoup plus de celui tribal, coutumier et même ethnique. Contrairement à la démocratie occidentale qui fut créée sur base de l'organisation presque universalisée où les tribus et les ethnies sont moins considérées à part les familles et les dynasties. Et cela n'impactait pas vraiment sur la gestion du pays. Chez nous en RDC, aujourd'hui tout comme jadis, le concept "élection" n'avait pas et n'a pas beaucoup plus de place quand il s'agit de l'accession

6 Discours de Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO prononcé à ISIRO, dans la province du Haut Uélé, le 30 Novembre 2024

au pouvoir. La désignation, l'héritage sont et étaient les concepts usuels.

On a tendance à idolâtrer certaines figures politiques, conduisant à l'apparition des concepts comme « autorité morale ». Cette révérence tournée plus aux hommes qu'aux institutions, dérape de l'essence-même de la démocratie.

En résumé, l'importation d'un modèle démocratique sans adaptation suffisante au contexte congolais a créé un système perçu comme artificiel, inégalitaire et souvent instrumentalisé. Cela contribue à la contestation violente des processus électoraux, surtout lorsque ceux-ci sont entachés des doutes ou de la manipulation.

### **II. 1.3 Le manque d'une conscience électorale nationaliste.**

En observant minutieusement le déroulement des échéances électorales en RDC, vu le désordre vécu, on peut se demander si en RDC les élections y sont organisées dans quel but, Est-ce pour le renouvellement de la classe politique tout simplement, est-ce parce que les Dirigeants en place ont échoué à leurs missions et sont incapables d'amener le pays vers le développement et qu'il faut les changer par d'autres, est-ce parce-que la communauté internationale les veut, est-ce parce-que la population les désire, ou bien parce que c'est ce qui est prévu par la loi qu'après chaque 5 ans il faut aller au vote? Et Est-ce que le vote se fait pour une simple formalité, soit la situation du pays ne va pas bien et que les élections peuvent être une lueur d'espoir pour changer et révolutionner les choses, soit parce que les autorités morales ont donné mot d'ordre à leurs militants d'aller tout simplement voter ou soit parce que c'est le destin de toute une nation qui est en jeu?

Vue les violations énormes de la loi électorale, les désordres et incongruités qui s'observent pendant les élections, les incompréhensibilités quand à un mode du scrutin importé d'ailleurs et les dissemblances des réalités de chez nous, on déduit que l'importance du vote et des élections n'a toujours pas été bien assimilée par l'Homme congolais. Voilà pourquoi le plus souvent il y a des contestations, des revendications çà et là, des accrochages, des arrestations arbitraires, bref la recrudescence de la violence.

Pouvons-nous nous poser une question: face aux résultats proclamés par la CENI qui sont teintés de fraude et de corruption, quelle est l'attitude des électeurs?

La culture de dire non face au mal et revendiquer surtout face aux bavures électorales est rarement intériorisée par l'homme congolais. La tendance des électeurs (la population) est parfois de faire comme si les élections ne concernaient que la classe dirigeante et/ou politique.

Le manque d'une conscience électorale nationaliste reflète une absence d'adhésion collective à des valeurs démocratiques communes et à l'intérêt général.

L'on constate une priorité donnée aux intérêts ethniques et partisans. En l'absence d'une conscience électorale nationaliste, les électeurs votent souvent en fonction de l'ethnie, de la région ou de l'appartenance politique, plutôt que sur la base d'un projet national ou des compétences des candidats. Ce vote identitaire alimente la division et la rivalité communautaire, surtout lorsque certaines communautés se sentent exclues du pouvoir.

En plus, il y a aussi une faible culture citoyenne. Car, beaucoup des congolais ne perçoivent pas l'acte de vote comme un engagement civique pour le bien commun, mais comme une opportunité ponctuelle d'obtenir des faveurs (argent, promesses d'emploi, etc.).

Ce manque de maturité politique facilite la manipulation électorale, la corruption et la violence orchestrée par des leaders politiques sans scrupules.

En somme, le manque d'une conscience électorale nationaliste transforme le champ électorale en lutte identitaire et patrimoniale plutôt qu'en un débat sur l'avenir du pays. Il s'observe un terrain d'affrontements de communautés et d'intérêts particuliers au lieu d'un débat d'idées pour le progrès du pays. Cette situation nourrit les violences électorales et compromet durablement la consolidation de la démocratie congolaise. Pour sortir de ce cercle vicieux, il est impératif de promouvoir la socialisation électorale, de renforcer les institutions démocratiques et d'encourager une culture politique axée sur l'intérêt général et l'unité nationale.

## **II. 2 Les causes liées aux tenants du pouvoir et/ou compétiteurs**

Les animateurs des institutions et les Compétiteurs aspirant à la gestion du pouvoir Étatique sont aussi à la base des violences qui s'observent pendant les élections; soit par leurs discours, soit par leurs actes.

Ainsi, au niveau de cette section nous allons analyser comment les Dirigeants politiques et aussi les Compétiteurs créent de la violence électorale. Tantôt ils abusent de leur pouvoir, tantôt ils instrumentalisent et politisent les forces de défense et de sécurité, tantôt ils ne se tolèrent pas mutuellement ou carrément ils font sciemment de violer les lois du pays.

### **II.2. 1 l'abus du pouvoir et tendance oligarchique de tenants du pouvoir**

En abusant de la confiance leur placée comme en molestant l'opposition, en verrouillant l'espace politique, en réprimant les manifestations et marches politiques, les Tenants du pouvoir amènent les autres forces politiques d'autres tendances à revendiquer leurs droits et ce qui ne leur semble pas juste.

Ceux qui sont au pouvoir créent un groupe (une oligarchie) où ils se partagent les postes politiques (le pouvoir) et arrêtent des stratégies pour y rester même s'il faut faire taire des voix dissidentes ; par tricherie et corruption on veut à tout prix gagner. En RDC, l'expérience vécue est que malgré la succession de plusieurs processus électoraux, il y a toujours ces figures qui sont toujours au sommet. Ils changent des camps au gré des vagues par le jeu de la transhumance politique. La majorité au pouvoir d'hier devenant l'opposition d'aujourd'hui au sommet tout comme l'opposition d'hier devenant la majorité au pouvoir d'aujourd'hui, il y a de ces figures politiques qui ne veulent jamais être dans l'opposition et qui veulent toujours faire partie de ceux qui ont le pouvoir en recourant à toutes les combinaisons machiavéliques.

Ainsi, cette oligarchie formée au sommet de l'Etat par des gens qui se veulent irremplaçables, demeure malgré les changements des régimes. A titre d'exemple, certains Ténors du camp Kabila pendant leur règne (FCC) se retrouvent aujourd'hui devenir des Ultra-Tshisekedistes. Noël Bumona Wa Kenge explique ce phénomène en ces termes: « on assiste à une valse d'étiquettes des hommes politiques. Ils changent des partis comme ils changent de chemises. Tant pis pour les convictions politiques et les professions de foi. Comme des oiseaux migrants, ces hommes politiques émigrent sous des cieux plus éléments, dans des verts pâturages où leurs

*intérêts seraient les mieux protégés. Leurs intérêts et non ceux des électeur »<sup>7</sup>*

Par ailleurs, on constate aussi une manipulation du processus électoral par l'élite dirigeante. Pour conserver le pouvoir, cette élite utilise souvent l'appareil d'État pour influencer ou fausser les élections: nominations partisans dans les institutions électorales (comme la CENI), fraude, corruption, intimidation des opposants, et instrumentalisation des forces de sécurité. Cela décrédibilise le processus démocratique et pousse les adversaires à recourir à la rue et à la violence.

Ces élites perçoivent le pouvoir comme un butin. Dans un contexte où l'État est souvent vu comme une source d'enrichissement personnel, les élections deviennent une lutte existentielle pour accéder aux privilèges (à la manne publique). Ce climat de compétition sans règles, nourri par l'avidité de ceux qui sont au pouvoir, pousse les exclus à utiliser des moyens violents pour se faire une place ou renverser le système.

Nous pouvons ajouter l'affaiblissement des institutions de contrôle. Les contre-pouvoirs tels que la justice, le parlement ou la société civile sont souvent affaiblis ou cooptés par les dirigeants. Cela laisse les citoyens sans recours légal crédible pour contester les abus. En l'absence de justice, la violence devient, pour beaucoup, le seul moyen d'expression.

En résumé, l'abus du pouvoir et la gouvernance oligarchique privent les élections de leur caractère démocratique et alimentent un cycle de méfiance, de frustration et de résistance violente. Tant que le pouvoir restera un instrument de domination au lieu d'être un instrument au service à la nation, les violences électorales persisteront en RDC.

## **II.2.2 la faiblesse et la politisation des forces de défense et de sécurité**

Légalement, l'armée et la police en RDC sont apolitiques. Curieusement en observant attentivement dans la pratique, on déduit qu'en RDC l'armée et la police sont au service des forts, des ceux qui sont au pouvoir. Ils sont des instruments que les Tenants du pouvoir utilisent à leur guise pour leurs fins politiciennes. Ce qui rend ces deux services très vulnérables et remet parfois en question leur indépendance (apolitisme) et leur utilité.

Pourtant, ces deux services sont censés être régis par un code d'honneur tant théoriquement que dans la pratique; deux services importants dont l'un s'occupe de la tranquillité et l'ordre public ainsi que la protection de la population et ses biens (la police), et l'autre s'occupe de la défense et sécurisation de l'intégrité du territoire national et des frontières (l'armée). Ils sont au service du salut de la nation et s'avèrent même être forts et puissants face aux caprices des hommes politiques tant en temps de paix et de guerre qu'en période électorale.

Paradoxalement, dans les pays moins avancés surtout en Afrique et plus particulièrement en RDC, ces deux services servent les manœuvres dilatoires et oppressives des Tenants du pouvoir pour piétiner les faibles. Et surtout en période électorale, c'est là où la police montre sa faiblesse et sa dépendance aux forts et ressemble même à un groupe politique au service d'une oligarchie notamment : en réprimant les revendications et manifestations des voix dissidentes et de l'opposition tout en protégeant les intérêts et

membres des formations politiques proches du pouvoir, en procédant à des arrestations arbitraires et ensemble avec l'armée en molestant la presse et les journalistes critiquent, et aussi face à la résistance ils recourent aux armes nourries des balles réelles où il y a blessures et même mort d'hommes. Ce sont des choses dont nous vivons en RDC à chaque cycle électorale depuis 2006 jusqu'à ce jour.

Ces institutions sont perçues souvent comme au service du pouvoir et non de la nation. En RDC, les forces de défense et de sécurité, notamment la police et l'armée sont souvent perçues comme instrumentalisées par les autorités politiques. Plutôt que d'assurer l'ordre public de manière impartiale, elles sont mobilisées pour réprimer l'opposition, intimider les manifestations pacifiques ou protéger les intérêts du régime en place. Cette partialité provoque une perte de confiance de la population et peut engendrer des affrontements violents.

Aussi la répression violente des manifestations. Lors des périodes électorales, les forces de sécurité réagissent fréquemment avec exagération et brutalité face aux rassemblements de l'opposition ou aux manifestations citoyennes. Cette violence d'État nourrit l'intimidation populaire, et peut conduire à des émeutes, des repréailles ou des mouvements insurrectionnels, transformant des tensions politiques en crises sécuritaires.

L'opposition politique est toujours malmenée par les services des sécurités pour il est admis que *« les mœurs démocratiques imposent le respect de l'opposition, lui reconnaissent le droit de contester le pouvoir, de critiquer le gouvernement, mais lui imposent en même temps les obligations entre, autres, de respecter les règles du jeu démocratique, et de présenter une véritable alternative politique au pouvoir, en élaborant des objectifs clairs, crédibles et pratiquement réalistes »*.<sup>8</sup>

L'impunité des forces de sécurité, même lorsqu'elles sont impliquées dans des violences ou des violations des droits humains, renforce les tensions, les victimes n'obtiennent pas justice, et cela alimente une spirale de violence où la population frustrée perçoit les élections comme une confrontation avec un appareil répressif.

En résumé, la politisation des forces de sécurité transforme celles-ci en acteurs partisans plutôt qu'en garants de la stabilité nationale, ce qui fragilise le processus électoral et contribue directement à l'éclatement des violences. Tant que ces forces ne seront pas professionnalisées, neutres et soumises à l'autorité de la loi, les élections en RDC resteront potentiellement explosives.

## **II. 3 les causes liées à l'instance organisatrice (CENI)**

### **II. 3.1 Une CENI au service de l'oligarchie dominante**

Cela suppose que la CENI est au service du pouvoir en place ou des groupes dominants. Une perte de confiance dans le chef de l'arbitre électoral s'installe en fait. La CENI est censée être une institution neutre et indépendante garante de la transparence et de l'équité du processus électoral. Lorsqu'elle est soupçonnée de partialité ou de collusion avec le pouvoir en place, elle perd toute crédibilité. Les citoyens et les partis d'opposition n'ont plus confiance des résultats annoncés, ce qui ouvre la porte aux contestations violentes.

Des pratiques électorales occultes alimentent la frustration et le sentiment d'injustice chez les perdants, qui peuvent se tourner vers la rue pour revendiquer leurs droits.

<sup>7</sup> Noel BUMONA WA KENGE, Nomadisme politique en République Démocratique du Congo, Paris, Karthala, 1995, p.30

<sup>8</sup> HOUNGNIKPO, M.C., L'illusion démocratique en Afrique, Paris, Harmattan, 2004, p.111

Ainsi donc, la CENI, lorsqu'elle agit sous l'influence des puissants au lieu de remplir son rôle de garant neutre du processus électoral, délégitime les élections et déclenche des violences liées à la perte de confiance, à la frustration populaire et à l'absence de recours institutionnels fiables.

### II. 3.2 le manque de crédibilité et de transparence des élections

Quand les élections manquent de transparence, les citoyens et les partis politiques estiment que les résultats sont manipulés ou prédéterminés. Cette perception d'injustice provoque colère et frustration, surtout chez ceux qui pensent que leur voix n'a pas été respectée.

On observe une défiance envers les institutions. Un processus électoral non crédible affaiblit la confiance au niveau des institutions qui interviennent dans le processus électoral.

Quand les institutions sont perçues comme partisans, les citoyens cessent de croire aux recours légaux et choisissent souvent la protestation violente comme ultime recours.

Des élections opaques donnent l'occasion aux perdants de contester les résultats, parfois avec des preuves de fraudes. En RDC, ces contestations dégénèrent souvent en affrontements entre partisans, en manifestations violentes, ou en actes de répression.

Quand les élections ne sont ni crédibles ni transparentes, elles perdent leur légitimité. Or, dans un contexte comme celui de la RDC où les tensions ethniques, politiques et économiques sont déjà fortes, cela suffit à déclencher ou intensifier les violences électorales, avant, pendant, ou après le scrutin.

### II. 3.3 Le faible niveau de socialisation électorale

Cette situation est à la base de la méconnaissance des règles du jeu démocratique et favorise la manipulation, la frustration et les conflits.

Cette ignorance favorise les malentendus et les réactions violentes face à certaines situations qu'ils ne comprennent pas ou jugent injustes.

Les leaders politiques profitent de cette méconnaissance pour désinformer, manipuler ou inciter leurs partisans à des violences en les convainquant que l'élection est volée, même sans preuve, une population bien informée serait plus critique et moins facilement instrumentalisée.

L'absence d'un programme solide d'éducation civique et électorale dans les écoles, les médias, et au sein de la société civile fait à ce que beaucoup de congolais ne savent pas comment fonctionne le système électoral, cela engendre un climat d'ignorance, de suspicion, et de réactivité violente lors des élections.

Quand les règles électorales ne sont pas bien connues ou diffusées, elles peuvent être interprétées de manière contradictoire. Cela conduit à des conflits d'interprétation, à des accusations de tricherie, et à la contestation violente des résultats.

Ainsi donc, le faible niveau de socialisation électorale des citoyens électeurs en RDC prive les citoyens des connaissances nécessaires pour participer de manière responsable et pacifique au processus électoral, il rend le processus vulnérable à la manipulation, à la désinformation, et à l'explosion de violences en cas de désaccord ou de contestation.

## Conclusion

La question des violences électorales dans un univers à prétention démocratique suscite de débat surtout dans le contexte d'une démocratie post-conflit.

La présente réflexion porte sur les facteurs explicatifs des violences électorales lors des compétitions politiques en République Démocratique du Congo, est partie de l'idée selon laquelle, l'organisation du premier, deuxième et troisième cycle électoral, a laissé des empreintes des violences dans l'histoire politique récente de la République Démocratique du Congo.

Notre réflexion laisse entrevoir que, les violences électorales se manifestent sous diverses formes, notamment les violences physiques, les violences structurelles et les violences psychologiques ou verbales.

Plusieurs facteurs sont à la base des violences qui entachent les processus électoraux en RDC, il s'agit notamment: des facteurs communs, qui font référence au non-respect de la loi électorale, à l'inadaptation de notre système électoral et/ou de la démocratie importée et au faible niveau de socialisation électorale. Les facteurs liés aux tenants du pouvoir et/ou compétiteurs, ils se résument à l'abus du pouvoir et tendance oligarchique de tenants du pouvoir et la faiblesse et la politisation des forces de défense et de sécurité et en fin d'autres facteurs liés à l'instance organisatrice à savoir la CENI; ces facteurs se rapportent à la politisation de la CENI par l'oligarchie dominante et au manque de crédibilité et de transparence des élections.

De tout ce qui précède, nous soulignons la nécessité de repenser la démocratie congolaise en vue de son adaptation aux réalités congolaises et en proposant un nouveau paradigme électoral qui mettra au centre l'approche élitiste de la politique.

## BIBLIOGRAPHIE

1. C. NGUMBI KITETE WA YUMA, Violence, démocratie et émergence des élites politiques en République Démocratique du Congo. De Laurent Désiré Kabila à Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, L'Harmattan, Paris, 2021
2. E. TSHIMANGA BAKADIABABU, la démocratie et ses blocages au Congo-Kinshasa de 1958 à nos jours, Éd. L'Harmattan, Paris, 2004
3. J.Fisher, (2002), "Electoral Conflict and Violence. A Strategy for Study and Prevention", IFES White Paper 2002-01, Washington, International Foundation for Election Systems,
4. L. Bosi., « État des savoirs et pistes de recherche sur la violence politique », Critique internationale 2012, n° 54
5. M.C, HOUNGNIKPO, L'illusion démocratique en Afrique, Paris, Harmattan, 2004
6. N. BUMONA WA KENGE, Nomadisme politique en République Démocratique du Congo, Paris, Karthala, 1995
7. P. BRAUD, Sociologie politique, 8è Ed. LGDJ, Montchrestien, Paris, 2006